

FS-1.2.4-

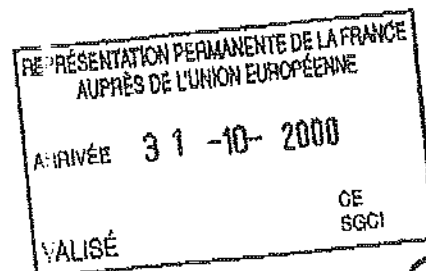


COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Bruxelles, le 30/10/2000  
C(2000) 2578

**DÉCISION DE LA COMMISSION  
du 30/10/2000**

**portant approbation du document unique de programmation pour les interventions  
structurelles communautaires dans la région Ile de la Réunion relevant de l'objectif n° 1  
en FRANCE**



OLF.

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du

30 -10- 2000

portant approbation du document unique de programmation pour les interventions structurelles communautaires dans la région Ile de la Réunion relevant de l'objectif n° 1 en FRANCE

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 1260/1999 du Conseil du 21 juin 1999 portant dispositions générales sur les Fonds Structurels<sup>1</sup>, et notamment son article 15, paragraphe 5,

après consultation du Comité pour le développement et la reconversion des régions, du Comité prévu à l'article 147 du traité, du Comité des structures agricoles et du développement rural ainsi que du Comité de la pêche et de l'aquaculture.

considérant ce qui suit:

- (1) Le règlement (CE) n° 1260/1999 dispose dans son titre II, aux articles 13 et suivants, les conditions d'élaboration et de mise en œuvre des documents uniques de programmation;
- (2) L'article 15, paragraphes 1 et 2, du règlement (CE) n° 1260/1999 prévoit que l'État membre peut soumettre à la Commission, après consultation des partenaires visés à l'article 8 du même règlement, un plan de développement traité en tant que projet de document unique de programmation et dont le contenu est précisé à l'article 16 dudit règlement;
- (3) En vertu de l'article 15, paragraphe 5, du règlement (CE) n°1260/1999, la Commission, sur la base du plan de développement régional présenté par les Etats membres, dans le cadre du partenariat tel que définis à l'article 8 du même règlement, prend une décision sur le document unique de programmation en accord avec l'Etat membre concerné et conformément aux procédures prévues aux articles 48 à 51;
- (4) Le gouvernement de la République française a présenté à la Commission le 17 décembre 1999, un projet de document unique de programmation recevable pour la Région Ile de la Réunion au titre de l'objectif n°1 aux termes de l'article 6, paragraphe 1 du règlement (CE) n° 1260/1999; ce projet de document unique de programmation comprend les éléments visés à l'article 16 du même règlement, et notamment la description des axes prioritaires choisis ainsi que des indications sur la participation financière du Fonds européen de développement régional (FEDER), du Fonds social

---

<sup>1</sup> JO L 161 du 26.6.1999, p. 1

européen (FSE), du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), section « orientation », de l'Instrument financier d'orientation de la pêche (IFOP) ;

- (5) La date de présentation du projet jugé recevable par la Commission constitue la date de début d'éligibilité des dépenses au titre de ce plan. Conformément à l'article 30 du règlement (CE) n° 1260/1999, il convient de fixer la date finale d'éligibilité des dépenses ;
- (6) Les mesures de développement rural financées au titre du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) sont encadrées par le règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements<sup>2</sup>, notamment pour ce qui concerne leur compatibilité et leur cohérence avec les interventions de la politique agricole commune ;
- (7) Le document unique de programmation a été établi en accord avec l'Etat membre concerné dans le cadre du partenariat;
- (8) La Commission s'est assurée que le document unique de programmation a été établi en conformité avec le principe de l'additionnalité;
- (9) Conformément à l'article 10 du règlement (CE) n° 1260/1999, la Commission et l'Etat membre sont appelés à assurer, dans le respect du principe du partenariat, la coordination entre les interventions des différents Fonds et celles de la BEI et des autres instruments financiers existants;
- (10) La BEI a été associée à l'élaboration du document unique de programmation conformément aux dispositions de l'article 15 paragraphe 5 du règlement (CE) n° 1260/1999; elle s'est déclarée disposée à contribuer à la réalisation de ce document sur la base des enveloppes prévisionnelles de prêts indiquées dans la présente décision et conformément aux dispositions statutaires qui la régissent;
- (11) La participation financière de la Communauté disponible pour l'ensemble de la période et sa répartition annuelle sont définies en euros; la répartition annuelle doit être compatible avec les perspectives financières applicables. Conformément à l'article 7, paragraphe 7 du règlement (CE) n° 1260/1999, la participation financière de la Communauté a déjà fait l'objet d'une indexation de 2% par an. Cette participation pourra être revue à mi-parcours et au plus tard le 31 mars 2004 pour tenir compte à la fois de l'évolution effective des prix et de l'attribution de la réserve de performance conformément à l'article 7, paragraphe 7, et à l'article 44, paragraphe 2 du règlement (CE) n° 1260/1999;
- (12) Afin de tenir compte du rythme d'exécution sur le terrain des axes prioritaires du présent document unique de programmation, la répartition des montants entre les axes prioritaires doit pouvoir être ajustée en accord avec l'Etat membre concerné en fonction des besoins, dans une limite prédéterminée.

---

<sup>2</sup> JO L 160 du 26.6.1999, p. 80.

## A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

### *Article premier*

Le document unique de programmation pour les interventions structurelles communautaires dans la région Ile de la Réunion au titre de l'objectif n°1 en France pour la période du 1er janvier 2000 au 31 décembre 2006, est approuvé.

### *Article 2*

1. Conformément à l'article 19 du règlement (CE) n° 1260/1999, le document unique de programmation contient les éléments suivants :

a) la stratégie et les axes prioritaires retenus pour l'action conjointe des Fonds structurels communautaires et de l'État membre ; leurs objectifs spécifiques quantifiés ; l'évaluation ex ante de l'impact attendu et la cohérence des axes prioritaires avec les politiques économiques, sociales et régionales ainsi que la stratégie pour l'emploi de la France ; les axes prioritaires sont les suivants :

1. Soutenir un développement économique créateur d'emplois durables.
2. Mener une politique volontariste d'aménagement du territoire.
3. Promouvoir une gestion préventive et durable des ressources et richesses naturelles.
4. Développer les infrastructures de formation et d'éducation.
5. Ouvrir la Réunion sur l'extérieur.
6. Insertion et lutte contre l'exclusion.
7. Formation et apprentissage tout au long de la vie.
8. Accompagnement et ingénierie.
9. Aménagement et développement rural.
10. Structures d'exploitation et productions agricoles.

b) une description résumée des mesures envisagées pour mettre en œuvre les axes prioritaires, y compris les éléments d'information nécessaires pour vérifier la conformité avec les règles d'aides d'état au titre de l'article 87 du traité;

c) le plan de financement indicatif précisant pour chaque axe prioritaire et pour chaque année, le montant de l'enveloppe financière envisagée pour la participation des différents Fonds, et indiquant également le montant des financements éligibles publics ou assimilables et des financements privés estimés de l'Etat membre; la participation totale des Fonds prévue annuellement pour le document unique de

programmation est compatible avec les perspectives financières applicables ;

- d) les dispositions de mise en œuvre du document unique de programmation comprenant la désignation de l'autorité de gestion, la description des modalités de gestion du document unique de programmation ainsi que le recours à des subventions globales, la description des systèmes de suivi et d'évaluation, notamment le rôle du comité de suivi et les dispositions concernant la participation des partenaires aux Comités de suivi;
  - e) la vérification ex ante du respect de l'additionnalité et les informations concernant la transparence des flux financiers;
  - f) les indications sur les ressources nécessaires à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation de l'intervention.
2. Le plan de financement indicatif précise le coût total des axes prioritaires retenus pour l'action conjointe de la Communauté et de l'Etat membre concerné, soit 2.878,203667 millions d'euros pour l'ensemble de la période, ainsi que les enveloppes financières envisagées au titre de la participation des Fonds Structurels, soit 1.516,003 millions d'euros.

Le besoin de financement national qui en résulte, soit 949,003667 millions d'euros pour le secteur public et 413,197 millions d'euros pour le secteur privé, peut être partiellement couvert par recours aux prêts communautaires provenant de la Banque européenne d'investissement et des autres instruments de prêts.

### Article 3

1. La participation de l'ensemble des Fonds structurels octroyés au titre du présent document unique de programmation s'élève à un montant de 1.516,003 millions d'euros, déduction faite d'un montant de 750.000 euros réservé pour l'assistance technique à l'initiative de la Commission.

Les modalités d'octroi du concours financier, y compris la participation financière des Fonds relatifs aux différents axes prioritaires qui font partie du présent document unique de programmation, sont précisées dans le plan de financement annexé à la présente décision.

2. A titre indicatif, la répartition prévisionnelle initiale entre les Fonds structurels du total de la participation communautaire disponible est la suivante :

FEDER	743,049 millions d'euros
FSE	457,153 millions d'euros
FEOGA, section « orientation »	300,213 millions d'euros
IFOP	15,588 millions d'euros

3. Lors de l'exécution du plan de financement, le montant (pour la totalité de la période) des coûts totaux ou de la participation des Fonds relatif à un axe prioritaire peut faire l'objet d'ajustements, en accord avec l'Etat membre, dans la limite de 25% de la participation totale des Fonds au document unique de programmation ou d'un pourcentage plus élevé à condition que le montant ne dépasse pas 60 millions d'euros, et dans le respect de la participation globale des Fonds visée au paragraphe 1.

#### *Article 4*

La présente décision ne préjuge pas de la position de la Commission à l'égard des aides d'Etat au sens de l'article 87 paragraphe 1 du Traité, reprises dans la présente intervention et non encore approuvées par la Commission. La soumission par l'Etat membre de la demande d'intervention, du complément de programmation ou d'une demande de paiement ne remplace pas la notification prévue à l'article 88 paragraphe 3 du Traité.

En effet, le cofinancement communautaire des aides d'Etat au sens de l'article 87 paragraphe 1 du Traité, qu'il s'agisse de régimes ou d'aides individuelles, nécessite leur approbation préalable par la Commission, conformément à l'article 88 du Traité, à l'exception de ceux qui sont conformes à la règle de minimis, et à l'exception des aides exemptées au titre des règlements d'exemption, tels qu'arrêtés par la Commission en application du règlement (CE) n° 994/98 du Conseil du 7 mai 1998 sur l'application des articles 87 et 88 du Traité à certaines catégories d'aides horizontales<sup>3</sup>. En l'absence d'une telle exemption ou approbation, ces aides constituent des aides illégales, dont les conséquences sont définies par le règlement procédural des aides d'Etat, et leur cofinancement serait traité comme une irrégularité au sens des articles 38 et 39 du règlement (CE) n° 1260/1999.

En conséquence, les demandes de paiements intermédiaires et finals tels que décrites dans l'article 32 dudit règlement ne sont pas recevables par la Commission pour les mesures comportant le cofinancement d'aides nouvelles ou amendées selon la définition du règlement procédural des aides, qu'il s'agisse de régimes ou d'aides individuelles, jusqu'à leur notification et approbation formelle par la Commission.

En dérogation des alinéas précédents, en matière de développement rural cofinancé par le FEOGA, ce sont les articles 51 et 52 du règlement (CE) n° 1257/1999 qui s'appliquent.

#### *Article 5*

La date de début d'éligibilité des dépenses est le 17 décembre 1999. La date finale d'éligibilité des dépenses est fixée au 31 décembre 2008. Cette date est prorogée au 30 avril 2009 pour les dépenses effectuées par les organismes qui octroient les aides au sens de l'article 9, point 1) du règlement (CE) n° 1260/1999.

---

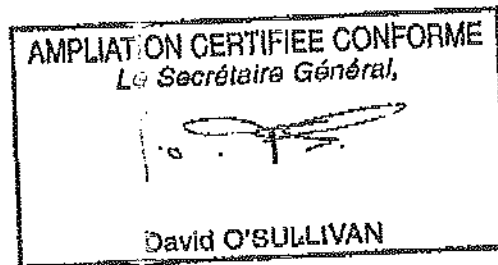
<sup>3</sup> JO L 142 du 14.5.1998, p.1

*Article 6*

La République Française est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 30 -10- 2000

*Par la Commission*  
*Michel BARNIER*  
*Membre de la Commission*



DOCUP REUNION 2000-2006

CCI N° 1999FR161D0001

EURO

Structure	COUT TOTAL 1-2+12	DEPENSES PUBLIQUES										Fonds privés 12
		TOTAL 2-3+8	Subventions communales					Administrations régionales				
			Total 3-4+5+6+7	FEDER 4	FSE 5	FEOGA 6	IFOP 7	Total 8-9+10+11	Etat membre 8	Localité 10	Autres 11	
1.DÉVELOPPEMENT CRÉATEUR D'EMPLOIS DURABLES	527.746.667	348.453.667	206.073.000	181.091.000	0	0	15.588.000	141.774.667	43.509.713	91.658.954	6.511.000	179.293.000
2000	34.879.711	25.073.711	15.369.033	13.177.033	0	0	2.212.800	9.654.578	2.157.314	7.399.364	118.000	9.808.000
Total FEDER	29.670.711	21.871.711	13.177.033	13.177.033				8.894.678	1.790.314	6.788.364	118.000	7.799.000
Total FSE	0	0	0	0				0	0	0	0	0
Total FEOGA	0	0	0	0				0	0	0	0	0
Total IFOP	5.209.000	3.202.000	2.212.000				2.212.000	990.000	377.000	613.000		2.007.000
2001	79.241.328	54.902.328	33.263.246	30.990.246	0	0	2.273.000	21.839.082	5.433.390	14.307.692	1.898.000	24.339.000
Total FEDER	74.391.328	51.745.328	30.990.246	30.990.246				20.755.082	5.133.390	13.723.692	1.898.000	22.646.000
Total FSE	0	0	0	0				0	0	0	0	0
Total FEOGA	0	0	0	0				0	0	0	0	0
Total IFOP	4.850.000	3.157.000	2.273.000				2.273.000	884.000	300.000	584.000		1.689.000
2002	56.374.205	38.252.205	23.838.404	22.329.404	0	0	1.509.000	15.423.801	3.821.521	10.383.280	1.219.000	17.112.000
Total FEDER	53.076.205	35.977.205	22.329.404	22.329.404				14.647.801	3.568.521	9.860.280	1.219.000	16.099.000
Total FSE	0	0	0	0				0	0	0	0	0
Total FEOGA	0	0	0	0				0	0	0	0	0
Total IFOP	3.298.000	2.285.000	1.509.000				1.509.000	776.000	253.000	523.000		1.013.000
2003	57.867.512	38.865.512	23.585.459	22.123.459	0	0	1.462.000	15.280.953	3.952.505	10.122.160	1.194.000	18.998.000
Total FEDER	53.712.512	35.073.512	22.123.459	22.123.459				14.552.153	3.727.993	9.630.160	1.194.000	18.037.000
Total FSE	0	0	0	0				0	0	0	0	0
Total FEOGA	0	0	0	0				0	0	0	0	0
Total IFOP	3.149.000	2.190.000	1.462.000				1.462.000	728.000	236.000	492.000		958.000
2004	82.521.025	51.927.025	30.218.019	27.507.019	0	0	2.711.000	21.709.006	8.066.666	13.326.340	316.000	30.594.000
Total FEDER	75.740.025	48.294.025	27.507.019	27.507.019				20.787.006	7.693.666	12.777.340	316.000	27.446.000
Total FSE	0	0	0	0				0	0	0	0	0
Total FEOGA	0	0	0	0				0	0	0	0	0
Total IFOP	6.781.000	3.633.000	2.711.000				2.711.000	922.000	373.000	549.000		3.148.000
2005	99.636.539	65.933.539	37.054.654	34.343.654	0	0	2.711.000	28.878.865	11.300.393	17.051.492	527.000	33.703.000
Total FEDER	92.855.539	62.300.539	34.343.654	34.343.654				27.956.865	10.927.393	16.502.492	527.000	30.555.000
Total FSE	0	0	0	0				0	0	0	0	0
Total FEOGA	0	0	0	0				0	0	0	0	0
Total IFOP	6.781.000	3.633.000	2.711.000				2.711.000	922.000	373.000	549.000		3.148.000
2006	117.232.247	72.489.247	43.330.185	40.620.185	0	0	2.710.000	29.159.062	8.853.436	19.066.626	1.239.000	44.743.000
Total FEDER	110.452.247	68.857.247	40.620.185	40.620.185				28.237.062	8.480.436	18.517.626	1.239.000	41.595.000
Total FSE	0	0	0	0				0	0	0	0	0
Total FEOGA	0	0	0	0				0	0	0	0	0
Total IFOP	6.780.000	3.632.000	2.710.000				2.710.000	922.000	373.000	549.000		3.148.000



DOCUP REUNION 2000-2006

CCI N° 1999FR161D0001

EURO

Structure	COUT TOTAL 1+2+12	DEPENSES PUBLIQUES										Fonds privés 12
		TOTAL 2-3+8	Subventions opérationnelles					Administrations nationales				
			Total 3+4+5+6+7	FEDER 4	FSE 5	FEOGA 6	IFOP 7	Total 8-9+10+11	Etat membre 9	Locales 10	Autres 11	
ZAMENAGEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE	323.044.000	322.526.000	180.053.000	180.053.000	0	0	0	142.473.000	19.404.000	120.349.000	2.723.000	518.000
2000	23.581.000	23.544.000	13.053.000	13.053.000	0	0	0	10.491.000	229.000	10.262.000	0	37.000
Total FEDER	23.581.000	23.544.000	13.053.000	13.053.000				10.491.000	229.000	10.262.000		37.000
Total FSE	0	0	0					0				
Total FEOGA	0	0	0					0				
Total IFOP	0	0	0					0				
2001	37.427.000	37.349.000	20.693.000	20.693.000	0	0	0	16.656.000	329.000	15.950.000	377.000	78.000
Total FEDER	37.427.000	37.349.000	20.693.000	20.693.000				16.656.000	329.000	15.950.000	377.000	78.000
Total FSE	0	0	0					0				
Total FEOGA	0	0	0					0				
Total IFOP	0	0	0					0				
2002	47.242.000	47.193.000	26.125.000	26.125.000	0	0	0	21.068.000	441.000	20.391.000	236.000	49.000
Total FEDER	47.242.000	47.193.000	26.125.000	26.125.000				21.068.000	441.000	20.391.000	236.000	49.000
Total FSE	0	0	0					0				
Total FEOGA	0	0	0					0				
Total IFOP	0	0	0					0				
2003	46.285.000	46.236.000	25.670.000	25.670.000	0	0	0	20.566.000	818.000	19.415.000	333.000	49.000
Total FEDER	46.285.000	46.236.000	25.670.000	25.670.000				20.566.000	818.000	19.415.000	333.000	49.000
Total FSE	0	0	0					0				
Total FEOGA	0	0	0					0				
Total IFOP	0	0	0					0				
2004	32.125.000	32.047.000	18.290.000	18.290.000	0	0	0	13.757.000	2.586.000	10.319.000	852.000	79.000
Total FEDER	32.125.000	32.047.000	18.290.000	18.290.000				13.757.000	2.586.000	10.319.000	852.000	79.000
Total FSE	0	0	0					0				
Total FEOGA	0	0	0					0				
Total IFOP	0	0	0					0				
2005	40.292.000	40.204.000	22.898.000	22.898.000	0	0	0	17.306.000	4.844.000	11.865.000	597.000	88.000
Total FEDER	40.292.000	40.204.000	22.898.000	22.898.000				17.306.000	4.844.000	11.865.000	597.000	88.000
Total FSE	0	0	0					0				
Total FEOGA	0	0	0					0				
Total IFOP	0	0	0					0				
2006	96.091.000	95.953.000	53.324.000	53.324.000	0	0	0	42.629.000	10.157.000	32.144.000	328.000	138.000
Total FEDER	96.091.000	95.953.000	53.324.000	53.324.000				42.629.000	10.157.000	32.144.000	328.000	138.000
Total FSE	0	0	0					0				
Total FEOGA	0	0	0					0				
Total IFOP	0	0	0					0				

DOCUP REUNION 2000-2006

CCI N° 1999FR161DD001

EURO

Structure	COUT TOTAL 1-2+12	DEPENSES PUBLIQUES										Forêts privées 12
		TOTAL 2-3+8	Subventions communautaires					Administrations nationales				
			Total 3+4+5+6+7	FEDER 4	FSE 5	FEOGA 6	IFOP 7	Total 8+9+10+11	Etat (nombre 9	Locale 10	Autres 11	
3.GESTION PREVENTIVE ET DURABLE DES RESSOURCES	326.856.000	349.051.000	191.423.000	191.423.000	0	0	0	127.628.000	47.828.000	68.762.000	11.048.000	7.805.000
2000	16.410.000	16.233.000	9.454.000	9.454.000	0	0	0	6.778.000	2.140.000	4.114.000	525.000	177.000
Total FEDER	16.410.000	16.233.000	9.454.000	9.454.000				6.778.000	2.140.000	4.114.000	525.000	177.000
Total FSE	0	0	0	0				0				
Total FEOGA	0	0	0	0				0				
Total IFOP	0	0	0	0				0				
2001	50.541.000	50.081.000	29.757.000	29.757.000	0	0	0	20.324.000	5.734.000	13.104.000	1.486.000	460.000
Total FEDER	50.541.000	50.081.000	29.757.000	29.757.000				20.324.000	5.734.000	13.104.000	1.486.000	460.000
Total FSE	0	0	0	0				0				
Total FEOGA	0	0	0	0				0				
Total IFOP	0	0	0	0				0				
2002	39.803.000	39.125.000	23.242.000	23.242.000	0	0	0	15.883.000	5.042.000	9.555.000	1.286.000	678.000
Total FEDER	39.803.000	39.125.000	23.242.000	23.242.000				15.883.000	5.042.000	9.555.000	1.286.000	678.000
Total FSE	0	0	0	0				0				
Total FEOGA	0	0	0	0				0				
Total IFOP	0	0	0	0				0				
2003	42.939.000	41.694.000	25.918.000	25.918.000	0	0	0	16.778.000	5.977.000	7.729.000	2.070.000	1.245.000
Total FEDER	42.939.000	41.694.000	25.918.000	25.918.000				16.778.000	5.977.000	7.729.000	2.070.000	1.245.000
Total FSE	0	0	0	0				0				
Total FEOGA	0	0	0	0				0				
Total IFOP	0	0	0	0				0				
2004	55.183.000	53.175.000	32.202.000	32.202.000	0	0	0	20.973.000	9.184.000	9.674.000	2.115.000	2.008.000
Total FEDER	55.183.000	53.175.000	32.202.000	32.202.000				20.973.000	9.184.000	9.674.000	2.115.000	2.008.000
Total FSE	0	0	0	0				0				
Total FEOGA	0	0	0	0				0				
Total IFOP	0	0	0	0				0				
2005	55.647.000	53.412.000	31.649.000	31.649.000	0	0	0	21.783.000	9.374.000	10.832.000	1.757.000	2.235.000
Total FEDER	55.647.000	53.412.000	31.649.000	31.649.000				21.783.000	9.374.000	10.832.000	1.757.000	2.235.000
Total FSE	0	0	0	0				0				
Total FEOGA	0	0	0	0				0				
Total IFOP	0	0	0	0				0				
2006	66.333.000	65.331.000	39.201.000	39.201.000	0	0	0	26.130.000	10.377.000	13.944.000	1.809.000	1.002.000
Total FEDER	66.333.000	65.331.000	39.201.000	39.201.000				26.130.000	10.377.000	13.944.000	1.809.000	1.002.000
Total FSE	0	0	0	0				0				
Total FEOGA	0	0	0	0				0				
Total IFOP	0	0	0	0				0				

DOCUP REUNION 2000-2006

EURO

CGI N° 1999FR161D0001

Structure	COUT TOTAL 1=2+12	DEPENSES PUBLIQUES										Fonds privés 12	
		TOTAL 2=3+8	Subventions communautaires					Administrations nationales					
			Total 3=4+5+6+7	FEDER 4	FSE 5	FEOGA 6	IFOP 7	Total 8=9+10+11	Etat/membres 9	Locale 10	Autres 11		
INFRASTRUCTURES DEFORMATION/ET D'EDUCATION	205.781.000	205.781.000	7.673.000	7.673.000	0	0	0	0	5.115.000	7.325.000	75.542.000	0	0
2000	12.789.000	12.789.000	7.673.000	7.673.000	0	0	0	0	5.115.000	305.000	4.811.000	0	0
Total FEDER	12.789.000	12.789.000	7.673.000	7.673.000					5.115.000	305.000	4.811.000		
Total FSE	0	0	0	0					0				
Total FEOGA	0	0	0	0					0				
Total IFOP	0	0	0	0					0				
2001	37.498.000	37.498.000	22.499.000	22.499.000	0	0	0	0	14.999.000	1.846.000	13.153.000	0	0
Total FEDER	37.498.000	37.498.000	22.499.000	22.499.000					14.999.000	1.846.000	13.153.000		
Total FSE	0	0	0	0					0				
Total FEOGA	0	0	0	0					0				
Total IFOP	0	0	0	0					0				
2002	53.163.000	53.163.000	31.898.000	31.898.000	0	0	0	0	21.265.000	1.662.000	19.603.000	0	0
Total FEDER	53.163.000	53.163.000	31.898.000	31.898.000					21.265.000	1.662.000	19.603.000		
Total FSE	0	0	0	0					0				
Total FEOGA	0	0	0	0					0				
Total IFOP	0	0	0	0					0				
2003	44.866.000	44.866.000	26.919.000	26.919.000	0	0	0	0	17.947.000	1.585.000	16.352.000	0	0
Total FEDER	44.866.000	44.866.000	26.919.000	26.919.000					17.947.000	1.585.000	16.352.000		
Total FSE	0	0	0	0					0				
Total FEOGA	0	0	0	0					0				
Total IFOP	0	0	0	0					0				
2004	6.430.000	6.430.000	3.858.000	3.858.000	0	0	0	0	2.572.000	75.000	2.497.000	0	0
Total FEDER	6.430.000	6.430.000	3.858.000	3.858.000					2.572.000	75.000	2.497.000		
Total FSE	0	0	0	0					0				
Total FEOGA	0	0	0	0					0				
Total IFOP	0	0	0	0					0				
2005	3.684.000	3.684.000	2.210.000	2.210.000	0	0	0	0	1.474.000	84.000	1.390.000	0	0
Total FEDER	3.684.000	3.684.000	2.210.000	2.210.000					1.474.000	84.000	1.390.000		
Total FSE	0	0	0	0					0				
Total FEOGA	0	0	0	0					0				
Total IFOP	0	0	0	0					0				
2006	48.351.000	48.351.000	29.011.000	29.011.000	0	0	0	0	19.340.000	1.604.000	17.736.000	0	0
Total FEDER	48.351.000	48.351.000	29.011.000	29.011.000					19.340.000	1.604.000	17.736.000		
Total FSE	0	0	0	0					0				
Total FEOGA	0	0	0	0					0				
Total IFOP	0	0	0	0					0				

**DOCUP REUNION 2000-2006**

CCI N° 1999FR161D0001

**EURO**

Structure	COUT TOTAL 1+2+12	DEPENSES PUBLIQUES										Fonds privés 12	
		TOTAL 3+4+6	Subventions communales					Administrations nationales					
			Total 3+4+5+6+7	FEDER 4	FSE 5	FEOGA 6	IFOP 7	Total 8+9+10+11	Etat/membres 9	Locales 10	Autres 11		
<b>EQUILIBRE SUR L'EXTERIEUR</b>	<b>141.865.000</b>	<b>116.151.000</b>	<b>58.436.000</b>	<b>58.436.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>59.737.000</b>	<b>14.819.000</b>	<b>13.763.000</b>	<b>31.136.000</b>	<b>25.734.000</b>
2000	10.930.000	10.912.000	4.641.000	4.641.000	0	0	0	0	6.171.000	1.155.000	630.000	4.386.000	118.000
Total FEDER	10.930.000	10.912.000	4.641.000	4.641.000					6.171.000	1.155.000	630.000	4.386.000	118.000
Total FSE	0	0	0	0					0				
Total FEOGA	0	0	0	0					0				
Total IFOP	0	0	0	0					0				
2001	28.732.000	25.109.000	11.259.000	11.259.000	0	0	0	0	13.850.000	915.000	2.918.000	10.017.000	3.623.000
Total FEDER	28.732.000	25.109.000	11.259.000	11.259.000					13.850.000	915.000	2.918.000	10.017.000	3.623.000
Total FSE	0	0	0	0					0				
Total FEOGA	0	0	0	0					0				
Total IFOP	0	0	0	0					0				
2002	15.418.000	13.057.000	6.029.000	6.029.000	0	0	0	0	7.028.000	1.408.000	1.351.000	4.269.000	2.361.000
Total FEDER	15.418.000	13.057.000	6.029.000	6.029.000					7.028.000	1.408.000	1.351.000	4.269.000	2.361.000
Total FSE	0	0	0	0					0				
Total FEOGA	0	0	0	0					0				
Total IFOP	0	0	0	0					0				
2003	19.621.000	17.273.000	7.741.000	7.741.000	0	0	0	0	9.532.000	3.758.000	1.538.000	4.236.000	2.348.000
Total FEDER	19.621.000	17.273.000	7.741.000	7.741.000					9.532.000	3.758.000	1.538.000	4.236.000	2.348.000
Total FSE	0	0	0	0					0				
Total FEOGA	0	0	0	0					0				
Total IFOP	0	0	0	0					0				
2004	21.929.000	16.563.000	8.328.000	8.328.000	0	0	0	0	8.235.000	4.166.000	2.144.000	1.925.000	5.366.000
Total FEDER	21.929.000	16.563.000	8.328.000	8.328.000					8.235.000	4.166.000	2.144.000	1.925.000	5.366.000
Total FSE	0	0	0	0					0				
Total FEOGA	0	0	0	0					0				
Total IFOP	0	0	0	0					0				
2005	22.049.000	16.075.000	9.856.000	9.856.000	0	0	0	0	6.219.000	655.000	2.402.000	3.162.000	5.974.000
Total FEDER	22.049.000	16.075.000	9.856.000	9.856.000					6.219.000	655.000	2.402.000	3.162.000	5.974.000
Total FSE	0	0	0	0					0				
Total FEOGA	0	0	0	0					0				
Total IFOP	0	0	0	0					0				
2006	23.206.000	17.262.000	8.560.000	8.560.000	0	0	0	0	6.702.000	2.761.000	2.800.000	3.141.000	5.944.000
Total FEDER	23.206.000	17.262.000	8.560.000	8.560.000					6.702.000	2.761.000	2.800.000	3.141.000	5.944.000
Total FSE	0	0	0	0					0				
Total FEOGA	0	0	0	0					0				
Total IFOP	0	0	0	0					0				

DOCUP REUNION 2000-2006

CCI N° 1999FR161D0001

EURO

Structure	COUT TOTAL 1=2+12	DEPENSES PUBLIQUES										Fonds privés 12	
		TOTAL 2=3+8	Subventions communales					Administrations nationales					
			Total 3=4+5+6+7	FEDER 4	FSE 5	FEOGA 6	IPOP 7	Total 8=9+10+11	Etat membre 9	Locaux 10	Autres 11		
INSERTION ET LUTTE CONTRE L'EXCLUSION	138.714.000	138.714.000	26.180.000	0	26.180.000	0	0	0	11.221.000	895.000	8.411.000	1.915.000	0
2000	37.401.000	37.401.000	26.180.000	0	26.180.000	0	0	0	11.221.000	895.000	8.411.000	1.915.000	0
Total FEDER	0	0	0						0				
Total FSE	37.401.000	37.401.000	26.180.000		26.180.000				11.221.000	895.000	8.411.000	1.915.000	
Total FEOGA	0	0	0						0				
Total IPOP	0	0	0						0				
2001	20.217.000	20.217.000	14.152.000	0	14.152.000	0	0	0	6.065.000	481.000	4.466.000	1.118.000	0
Total FEDER	0	0	0						0				
Total FSE	20.217.000	20.217.000	14.152.000		14.152.000				6.065.000	481.000	4.466.000	1.118.000	
Total FEOGA	0	0	0						0				
Total IPOP	0	0	0						0				
2002	20.217.000	20.217.000	14.152.000	0	14.152.000	0	0	0	6.065.000	481.000	4.466.000	1.118.000	0
Total FEDER	0	0	0						0				
Total FSE	20.217.000	20.217.000	14.152.000		14.152.000				6.065.000	481.000	4.466.000	1.118.000	
Total FEOGA	0	0	0						0				
Total IPOP	0	0	0						0				
2003	20.293.000	20.293.000	14.205.000	0	14.205.000	0	0	0	6.088.000	488.000	4.466.000	1.134.000	0
Total FEDER	0	0	0						0				
Total FSE	20.293.000	20.293.000	14.205.000		14.205.000				6.088.000	488.000	4.466.000	1.134.000	
Total FEOGA	0	0	0						0				
Total IPOP	0	0	0						0				
2004	20.292.000	20.292.000	14.204.000	0	14.204.000	0	0	0	6.088.000	488.000	4.466.000	1.134.000	0
Total FEDER	0	0	0						0				
Total FSE	20.292.000	20.292.000	14.204.000		14.204.000				6.088.000	488.000	4.466.000	1.134.000	
Total FEOGA	0	0	0						0				
Total IPOP	0	0	0						0				
2005	20.294.000	20.294.000	14.206.000	0	14.206.000	0	0	0	6.088.000	488.000	4.466.000	1.134.000	0
Total FEDER	0	0	0						0				
Total FSE	20.294.000	20.294.000	14.206.000		14.206.000				6.088.000	488.000	4.466.000	1.134.000	
Total FEOGA	0	0	0						0				
Total IPOP	0	0	0						0				
2006	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total FEDER	0	0	0						0				
Total FSE	0	0	0						0				
Total FEOGA	0	0	0						0				
Total IPOP	0	0	0						0				



DOCUP REUNION 2000-2006

CCI N° 1999FR161DC001

EURO

Structure	COOT TOTAL 1=2+12	DEPENSES PUBLIQUES										Fonds privés 12
		TOTAL 2=3+8	Subventions communales					Administrations n°Ecoles				
			Total 3=4+5+6+7	FEDER 4	FSE 5	FEOGA 6	IFOP 7	Total 8=9+10+11	Etat membre 9	Locale 10	Autres 11	
ACCOMPAGNEMENT ET INGENIERIE	53.693.000	53.693.000	37.616.000	0	37.616.000	0	0	15.072.000	7.915.000	5.669.000	1.493.000	0
2000	14.470.000	14.470.000	10.139.000	0	10.139.000	0	0	4.331.000	2.125.000	1.798.000	408.000	0
Total FEDER	0	0	0					0				
Total FSE	14.470.000	14.470.000	10.139.000		10.139.000			4.331.000	2.125.000	1.798.000	408.000	
Total FEOGA	0	0	0					0				
Total IFOP	0	0	0					0				
2001	8.199.000	8.199.000	5.744.000	0	5.744.000	0	0	2.455.000	1.236.000	1.002.000	217.000	0
Total FEDER	0	0	0					0				
Total FSE	8.199.000	8.199.000	5.744.000		5.744.000			2.455.000	1.236.000	1.002.000	217.000	
Total FEOGA	0	0	0					0				
Total IFOP	0	0	0					0				
2002	7.920.000	7.920.000	5.548.000	0	5.548.000	0	0	2.372.000	1.148.000	1.007.000	217.000	0
Total FEDER	0	0	0					0				
Total FSE	7.920.000	7.920.000	5.548.000		5.548.000			2.372.000	1.148.000	1.007.000	217.000	
Total FEOGA	0	0	0					0				
Total IFOP	0	0	0					0				
2003	7.877.000	7.877.000	5.518.000	0	5.518.000	0	0	2.359.000	1.135.000	1.007.000	217.000	0
Total FEDER	0	0	0					0				
Total FSE	7.877.000	7.877.000	5.518.000		5.518.000			2.359.000	1.135.000	1.007.000	217.000	
Total FEOGA	0	0	0					0				
Total IFOP	0	0	0					0				
2004	7.723.000	7.723.000	5.410.000	0	5.410.000	0	0	2.313.000	1.135.000	961.000	217.000	0
Total FEDER	0	0	0					0				
Total FSE	7.723.000	7.723.000	5.410.000		5.410.000			2.313.000	1.135.000	961.000	217.000	
Total FEOGA	0	0	0					0				
Total IFOP	0	0	0					0				
2005	7.504.000	7.504.000	5.257.000	0	5.257.000	0	0	2.247.000	1.136.000	894.000	217.000	0
Total FEDER	0	0	0					0				
Total FSE	7.504.000	7.504.000	5.257.000		5.257.000			2.247.000	1.136.000	894.000	217.000	
Total FEOGA	0	0	0					0				
Total IFOP	0	0	0					0				
2006	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total FEDER	0	0	0					0				
Total FSE	0	0	0					0				
Total FEOGA	0	0	0					0				
Total IFOP	0	0	0					0				

DOCUP REUNION 2000-2006

CCI N° 1999FR161D0001

EURO

Structure	COST TOTAL  1+2+12	DEPENSES PUBLIQUES										Fonds privés  12
		TOTAL  2+3+8	Subventions communales					Administrations nationales				
			Total 3+4+5+6+7	FEDER 4	FSE 5	FEOGA 6	IFOP 7	Total 8+9+10+11	Etat membre 9	Locale 10	Autres 11	
AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL	281.179.000	259.869.000	155.020.000	0	0	103.849.000	0	103.849.000	19.361.000	84.289.000	0	22.510.000
2000	37.542.000	33.244.000	20.000.000	0	0	20.000.000	0	13.244.000	2.572.000	10.672.000	0	4.298.000
Total FEDER	0	0	0					0				
Total FSE	0	0	0					0				
Total FEOGA	37.542.000	33.244.000	20.000.000			20.000.000		13.244.000	2.572.000	10.672.000		4.298.000
Total IFOP	0	0	0					0				
2001	30.888.000	27.190.000	16.356.000	0	0	16.356.000	0	10.834.000	1.790.000	9.044.000	0	3.698.000
Total FEDER	0	0	0					0				
Total FSE	0	0	0					0				
Total FEOGA	30.888.000	27.190.000	16.356.000			16.356.000		10.834.000	1.790.000	9.044.000		3.698.000
Total IFOP	0	0	0					0				
2002	48.027.000	44.116.000	26.519.000	0	0	26.519.000	0	17.597.000	3.121.000	14.476.000	0	3.911.000
Total FEDER	0	0	0					0				
Total FSE	0	0	0					0				
Total FEOGA	48.027.000	44.116.000	26.519.000			26.519.000		17.597.000	3.121.000	14.476.000		3.911.000
Total IFOP	0	0	0					0				
2003	51.296.000	47.382.000	28.479.000	0	0	28.479.000	0	18.903.000	3.365.000	15.538.000	0	3.914.000
Total FEDER	0	0	0					0				
Total FSE	0	0	0					0				
Total FEOGA	51.296.000	47.382.000	28.479.000			28.479.000		18.903.000	3.365.000	15.538.000		3.914.000
Total IFOP	0	0	0					0				
2004	45.123.000	41.199.000	24.769.000	0	0	24.769.000	0	16.430.000	2.919.000	13.511.000	0	3.924.000
Total FEDER	0	0	0					0				
Total FSE	0	0	0					0				
Total FEOGA	45.123.000	41.199.000	24.769.000			24.769.000		16.430.000	2.919.000	13.511.000		3.924.000
Total IFOP	0	0	0					0				
2005	33.774.000	32.386.000	19.217.000	0	0	19.217.000	0	13.169.000	2.805.000	10.364.000	0	1.388.000
Total FEDER	0	0	0					0				
Total FSE	0	0	0					0				
Total FEOGA	33.774.000	32.386.000	19.217.000			19.217.000		13.169.000	2.805.000	10.364.000		1.388.000
Total IFOP	0	0	0					0				
2006	34.529.000	33.152.000	19.680.000	0	0	19.680.000	0	13.472.000	2.789.000	10.683.000	0	1.377.000
Total FEDER	0	0	0					0				
Total FSE	0	0	0					0				
Total FEOGA	34.529.000	33.152.000	19.680.000			19.680.000		13.472.000	2.789.000	10.683.000		1.377.000
Total IFOP	0	0	0					0				



